

Position du Réseau écologiste Solidaire au sujet du Plan climatique du parti

La montagne anticapitaliste accouche d'une souris sociale-libérale

Dans ce texte, le féminin est le genre générique à moins que le contexte de s'y prête pas. Le cas échéant, l'accord se fait avec le mot le plus proche.

Le Réseau des militantes écologistes de Québec solidaire (RMÉ) a tenu durant la pandémie quatre conférences virtuelles visant à modifier le Plan de transition climatique de Québec solidaire (PT-QS) qui, rappelons-le, n'a jamais été ni discuté ni voté par la base du parti. Et plus il était connu, plus il produisait de l'insatisfaction au sein de la militance du parti et jamais, bien que rendu public lors de l'élection de 2018, ce plan n'a été popularisé par la direction du parti. Cette direction a consenti à un processus confidentiel de révision qui traîne en longueur sous la gouverne d'un comité ad hoc non statutaire étroitement contrôlé par la direction. Elle ne s'est certes pas opposée à la démarche parallèle du RMÉ mais elle n'a pas invité les membres du parti à y participer non plus. Elle s'est plutôt servie des ressources du parti pour organiser un processus parallèle de conférences virtuelles ce qui a eu l'effet de marginaliser l'initiative du RMÉ.

Cette pression de la direction du parti sur le RMÉ a cependant eu son effet. L'éventail des conférencières défendait en moyenne un point de vue de réforme du capitalisme et non pas anticapitaliste pour répondre à l'appel GIEC + de Greta Thunberg. La synthèse-position du RMÉ (SP-RMÉ) s'en ressent fortement. La critique-alternative au PT-QS, après une entrée en matière aux allures imposants d'un navire prêt à affronter l'ouragan du capitalisme finit par heurter l'iceberg du centrisme électoraliste et couler à pic. J'ai déjà fait une critique anticapitaliste du PT-QS ([Une réponse urgente au projet de loi 61, relance pour l'industrie de la corruption – Reconstruire le Plan de transition Solidaire à la mode anticapitaliste](#), Presse-toi-à-gauche, 16/06/20) et une proposition de relance post-pandémique basée sur un tel plan ([Leçons du Covid-19 \(Québec\) : Pour un Plan de transition de « prendre soin » des gens et de la terre-mère -- Un plan de relance à incruster immédiatement dans la lutte pandémique](#), ESSF, 30 juin 2020). Ces deux analyses qui se recoupent servent d'outils pour appréhender la SP-RMÉ et ainsi éviter de reprendre des démonstrations à l'une ou l'autre exception près.

Un plan climatique anticapitaliste basé sur la science et la critique de son biais capitaliste

Un plan climatique anticapitaliste ne peut faire autrement que de s'appuyer sur la science et la critique de son biais capitaliste :

La situation depuis 2010 n'a fait que s'aggraver. Les émissions de CO2 ont continué d'augmenter, et le taux de la hausse a même été plus élevé en moyenne que celui du siècle passé. Parmi les nombreuses études, on peut citer celle parue dans la revue PNAS en août 2018, qui a fait grand bruit. Elle a mis en évidence la possibilité d'un effet domino par le franchissement de points de basculements dans le système climatique qui pourraient s'entraîner les uns les autres, dès 1,5°C de réchauffement, et faire basculer la Terre dans un nouveau régime climatique que l'espèce humaine n'a jamais connu. Déjà, nous avons atteint un niveau de CO2 dans l'atmosphère qui n'avait plus existé depuis le Pliocène, il y a 3 millions d'années, c'est-à-dire bien avant que notre espèce n'existe.

Il faudrait, d'après le Giec, réduire nos émissions de CO2 de 58 % d'ici 2030 pour avoir une chance sur deux de rester sous 1,5°C de réchauffement. Ce qui n'est déjà pas beaucoup : combien de personnes monteraient dans un avion qui a une chance sur deux d'arriver entier à destination ? Et encore, si l'on tient compte des responsabilités historiques dans les émissions de CO2, les pays développés comme les nôtres devraient diminuer leurs émissions de 65 % d'ici 2030. C'est énorme ! Or, les énergies fossiles responsables de ces émissions couvrent 80 % de l'énergie consommée dans le monde. La seule solution pour atteindre nos objectifs consiste à consommer radicalement moins d'énergie, donc produire et transporter moins de marchandises. [...]

Quant à la dématérialisation de l'économie, c'est un mythe complet : le numérique consomme énormément de matériaux, de minerais, et ses serveurs ont besoin d'énormes quantités d'énergie. Les énergies dites propres nécessitent également beaucoup de ressources : il faut 10 fois plus de métaux pour produire une machine qui convertit 1 kWh d'électricité « verte » que pour une machine qui convertit 1 kWh d'électricité fossile. [...] les gouvernements trouvent des subterfuges, comme les mécanismes de compensation carbone ou de compensation biodiversité. Mais ces mécanismes sont limités. D'une part parce que planter un arbre dont la durée de vie est en moyenne de 60 ans pour compenser la libération de matières fossiles accumulées depuis des millions d'années n'est pas cohérent en termes de temporalité. [Vu de l'autre bout du spectre, attendre des dizaines d'années pour qu'un arbre compense la libération immédiate de carbone dans l'atmosphère, fait fi de l'impératif de réduction à court et moyen terme (2030 à 2050) et demeure très risqué (feux, maladies et surtout coupe commerciale, MB). [...]

...dans le cadre du système capitaliste basé sur l'exploitation de la force de travail comme marchandise, la crise économique qui résulterait des mesures climatiques à la hauteur du défi se solderait par une crise sociale de très grande ampleur. Il faut donc sortir de la logique capitaliste, exproprier ces groupes pétroliers, socialiser la

production d'énergie et le secteur financier qui continue de financer ce secteur fossile. L'urgence est extrême et tant qu'on ne change pas de système, on continue dans cette fuite en avant qui aura un effet boomerang terrible. [...] La question de la délibération démocratique doit prendre une place absolument centrale. Il faut décider démocratiquement de quels sont les biens sociaux utiles que l'on peut produire dans le respect des limites écologiques. La crise du Covid-19 nous a montré que l'essentiel n'était pas dans la production marchande mais dans ce qui permet de reproduire la société, dans le « prendre soin ». [...]

...il s'agit d'un projet radicalement démocratique, de type autogestionnaire, très décentralisé. Mais contrairement au municipalisme libertaire proposé par Murray Bookchin, je pense que l'échelle locale ne suffit pas. Répondre à la crise planétaire ne peut se faire sans centralisation et planification, au moins dans une phase transitoire. [...] Il y a effectivement un risque de dérive bureaucratique et de despotisme associé à la planification, comme l'ont montré les cas de l'URSS ou de la Chine, par exemple. Pour s'en prémunir, on peut combiner plusieurs mécanismes. D'abord, instaurer une démocratie radicale au niveau des territoires. Ensuite, que les délégués au niveau central soient bénévoles et révocables à tout moment. Troisièmement, garantir le pluralisme politique et que tous les courants participent aux délibérations [...] Et quatrièmement, un pluralisme et une autonomie des mouvements sociaux, syndicaux, féministes, de minorités, qui sont un barrage contre les dérives bureaucratiques. [...]

Dans le monde d'aujourd'hui, le consumérisme effréné n'est qu'une compensation misérable pour des conditions de vie misérables. Retrouver la richesse des relations sociales pourrait très vite, je pense, permettre de combattre ces fausses compensations consuméristes. [...] La convergence des luttes est certes difficile. Mais l'oppression des femmes, le racisme ou l'exploitation de la nature ont une même cause structurelle, je pense que ces composantes seront relativement faciles à unir. La plus grande difficulté est d'entraîner le monde du travail et le monde syndical dans cette perspective écosocialiste de produire moins et partager plus. Les salariés dépendent de la bonne santé d'entreprises capitalistes et sont dans une position schizophrénique. [...]

Pendant la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont mis l'économie sous tutelle, la production militaire est passée de 3 % à 40 % du PIB en 4 ans. L'effort a été financée par une imposition de la tranche supérieure des revenus à 95 %. Cette politique keynésienne et productiviste n'est pas transposable face au défi écologique. Mais cela montre qu'un gouvernement qui le veut peut planifier une transformation radicale...

(Daniel Tanuro et Vincent Luchese, [Crise climatique : L'idée même de « capitalisme vert » est une imposture — « L'écosocialisme peut nous sortir du consumérisme effréné »](#), ESSF, 13/06/20).

Une forte affirmation d'un anticapitalisme non critique mais conforme au programme Solidaire

D'entrée de jeu, la SP-RMÉ attaque frontalement le capitalisme et plaide pour une démocratisation radicale : « *Le plan de Qs ne rompt pas avec le capitalisme [...] et ne remet pas en question... [I]a propriété privée capitaliste [...] [I]économie de marché [...] [I]a croissance infinie (ou même croissance verte) [...] [I]e caractère privé de la finance.* » En conséquence le plan de transition Solidaire ne remet pas « *en question [le] système colonial canadien [...] ne s'inscrit pas clairement dans une perspective de justice sociale [...] demeure très vague au sujet des processus démocratiques...* ». « *Il faut donc passer d'une économie de marché capitaliste principalement privée à une économie sociale plurielle et démocratique [...] Redistribuer le pouvoir de décision d'investissement actuellement détenu par les banquiers vers les populations à tous les niveaux (local, régional et national).* » À remarquer cependant qu'aucun de ces constats n'est démontré à partir d'une critique factuelle du PT-QS. Cette critique est tout simplement absente de la SP-RMÉ. Qu'importe. En conséquence, « *[I]e plan de transition Maintenant ou jamais doit être réactualisé rapidement afin d'assurer une plus grande conformité avec le programme de Québec solidaire...* »

En effet le programme Solidaire souligne deux fois plutôt qu'une la nécessité de « *dépasser le capitalisme* » tout comme sa Déclaration de principes, votée à la fondation du parti en 2006, déclare que « *[q]uel que soit le secteur, notre objectif sera de renforcer le contrôle collectif et les initiatives de la population au sein même des entreprises...* ». Ces passages peuvent être renforcés par maints autres à propos du « *rôle de l'État québécois dans le domaine des ressources naturelles [...dont] placer l'industrie minière [et forestière] sous contrôle public* » de construire « *une économie au service du bien commun [...dont] le contrôle collectif et démocratique des principaux leviers économiques* » sans compter que « *Québec solidaire vise, à long terme, la socialisation des activités économiques [...et la] planification nationale et démocratique [...] instituera une banque d'État [...et] une fiscalité juste* ». Tous ces passages sont d'ailleurs tirés d'une annexe à la SP-RMÉ afin de démontrer le bien-fondé de ses commentaires non fondés critiquement.

Une méthodologie dogmatique de « ligne juste » pour éviter les débats contraires à la culture Solidaire

La lecture de cette annexe crée toutefois un malaise qui s'éclaire quand on constate qu'il y manque la colonne

vertébrale du programme à la base du PT-QS soit le chapitre concernant la « *lutte aux changements climatiques* » ([programme de QS](#), partie 1.2). C'est d'autant plus étonnant que les deux premiers paragraphes, sur sept, de ce chapitre sont ceux qui ont fait débat dans le parti depuis le congrès du printemps 2016, qui a confirmé ces deux premiers paragraphes contre une tentative de leur édulcoration, ce qui a été suivi au conseil national pré-électoral du printemps 2018 d'une tentative, réussie cette fois, de baisser la cible intermédiaire 2030 de réduction des gaz à effet de serre (GES) des deux tiers stipulés par le programme à « temporairement » 45% soit le temps des élections pendant lesquelles le PT-QS fut révélé au monde et dont la cible 2030, jamais mentionnée sur plus de 80 pages mais facilement calculable, était moins de 50%.

On s'étonne moins de cet « oubli » quand on constate que la SP-RMÉ esquive ce crucial point contentieux — il s'agit ni plus ni moins de l'objectif du PT-QS — en se contentant d'affirmer en passant que les cibles « *devront être revues à la hausse* ». Il n'est pourtant pas banal que le plan Solidaire, dès le point de départ, laisse tomber la cible scientifique des deux tiers, qui est pourtant celle du programme confirmée en 2016, comme l'affirme ci-haut l'expert-militant écosocialiste Daniel Tanuro en tenant compte non seulement des recommandations du GIEC-ONU mais aussi du principe de la responsabilité différenciée décidée à Rio de Janeiro en 1992 et des risques qualitatifs occasionnés par la grande probabilité du franchissement de plusieurs points de bascule. Ainsi est donnée la méthodologie de la SP-RMÉ soit celle de l'affirmation dogmatique, c'est-à-dire non critique, de la « ligne juste », qui est aussi celle idéologique du tabletté programme Solidaire, afin d'éviter les sujets qui fâchent et ainsi les débats, qui seuls à travers les mobilisations peuvent faire avancer les idées et vaincre les hésitations. Car les débats sont contraires à la culture « consensuelle » électoraliste de Québec solidaire.

Dans cet esprit est non pas esquivé mais complètement « oublié » par la SP-RMÉ le débat crucial sur l'écofiscalité au centre du conseil national du printemps 2018. Le PT-QS est en effet principalement financé par le marché du carbone, malgré son discours tordu et celui du cadre financier l'accompagnant qui tentent de l'occulter. La partie « oubliée » du programme est pourtant claire sur le sujet : « *S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif. [...] S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres.* » Évitant cette autre question qui fâche, la SP-RMÉ brouille les pistes en lançant dans la mêlée une liste de nationalisations dont celle de la finance tout en soulignant la nécessité de « *nationaliser les banques* » et de « *[r]edistribuer le pouvoir de décision d'investissement actuellement détenu par les banquiers vers les populations* ». L'affirmation dogmatique, si juste soit-elle, n'a jamais convaincu personne sauf les personnes convaincues d'avance. D'autant plus que le ratio coût-bénéfice du PT-QS est absurdement et même ridiculement peu élevé, comme je l'ai démontré, ce qui ne requiert nullement la socialisation de la finance, même pas une réforme fiscale en profondeur. Mais la SP-RMÉ ignore complètement la question gênante du financement du PT-QS.

Cachez ces véhicules privés électriques et ces maisons unifamiliales que l'on ne saurait voir

Cible intermédiaire GES et financement ne sont pas les seuls sujets controversés envoyés sous le tapis en faveur d'affirmations générales et de fuites en avant commodes pour les discours du dimanche mais qui laissent l'électorat froid si ce n'est méfiant parce que non démontrés ni pratiquement ni théoriquement. On sait que le nerf de la lutte climatique passe par le transport plus au Québec qu'ailleurs étant donné que la climatisation est majoritairement hydroélectrique et qu'on n'y trouve pas d'exploitation d'hydrocarbures. Étant donné l'urgence climatique se pose immédiatement la question de l'alternative aux véhicules à essence. Les gouvernements québécois et canadien, comme partout ailleurs dans le monde, ont déjà choisi l'(hydro-)électrification de la même structure de moyens de transport basée sur la propriété privée des ménages et des entreprises, avec son corollaire de maisons unifamiliales déployées en banlieues tentaculaires dévoreuses de sols agricoles et de nature vierge. C'est cette structure transport-habitation qui constitue le socle de la consommation de masse et de son corollaire d'endettement des ménages lequel paralyse la mobilisation sociale et disloque la solidarité sociale au profit de l'individualisme de la (petite) propriété privée.

Encore une fois, la SP-RMÉ esquive le débat clef sur les moyens de transport, que j'ai déjà discuté ailleurs et que l'on peut très succinctement résumer par le choix entre véhicules privés électriques versus véhicules collectifs publics. Elle y substitue la fuite en avant dans la décroissance. Bien sûr faut-il dès maintenant enclencher le réaménagement urbain maximisant les circuits courts, entre autre par le contrôle social de la distribution alimentaire, et minimiser la consommation d'origine animale, autre aspect « oublié » par la SP-RMÉ fortement controversé non seulement eu égard aux habitudes alimentaires mais aussi vis-à-vis les spécialisations laitière et porcine de l'agriculture québécoise. Sauf qu'il n'y aura pas de décroissance sans

interdiction immédiate de maisons individuelles et même en rangée, et leur conversion subventionnée, et sans celle, dès 2030, des véhicules de transport de propriété privée. Ainsi sera minimisée tant la production des polluants lithium, nickel et métaux rares, condition nécessaire même si non suffisante au respect des droits territoriaux autochtones, ainsi que les « *effets rebonds de la croissance verte* » inévitable sans ces interdictions. C'est là un autre sujet qui fâche que la SP-RMÉ veut éviter.

Le parti pris pro-entreprise du Plan de transition Solidaire n'est pas questionné

La SP-RMÉ introduit à juste titre la question du transport international par le biais du tourisme. On en demande beaucoup aux couches moyenne et plus fortunée du prolétariat. Soit, il le faut et pas seulement pour raison d'urgence climatique. Mais que demande-t-on aux entreprises vis-à-vis le transport des marchandises ? On a beau revendiquer la nationalisation du transport ferroviaire et maritime, il n'est nullement question de camionnage, autre question sujet à controverse que la SP-RMÉ veut esquiver. Ne devrait-il pas y avoir obligation pour les entreprises, à leurs frais, d'électrifier la livraison de proximité d'ici 2030 ? Comme cette livraison est déjà sous le contrôle de multinationales spécialisées, dont plusieurs étasuniennes, n'y a-t-il pas lieu de plaider pour un service de livraison nationalisé ce qui d'ailleurs existe déjà partiellement (Poste Canada, Purolator) ? Quant au camionnage à longue distance, il est à intégrer-minimiser au rail-cabotage nationalisé à compléter au plus tard en 2040. Et rappelons que le volume-distance des produits transportés devra être réduit d'ici là par la baisse drastique de la consommation de masse suite à l'interdiction de la propriété privée individuelle des logements et moyens de transport, de la réduction de la consommation de produits animaliers et du gaspillage alimentaire qui pourrait au Canada atteindre 50% (CBC, [More than half of all food produced in Canada is lost or wasted, report says](#), 17/01/19), de la généralisation des circuits courts, de l'agriculture urbaine et de la souveraineté alimentaire.

Pour ce qui est du traitement des matières résiduelles, il n'y a pas esquivé mais capitulation. La SP-RMÉ ouvre des brèches au gaz naturel dit renouvelable et au « *biogaz très localisé* ». Une fois mise en place les filières de transformation, il faudra nourrir la bête. Adieu objectif déchet zéro, jamais mentionné dans le rapport pas plus que l'enjeu de la réduction-réutilisation-recyclage y compris la responsabilité des entreprises qui doivent être tenues de fabriquer des produits facilement réparables et recyclables dont ils auraient la responsabilité durant tout le cycle de vie. Il n'y a pas de lutte à l'obsolescence programmée sans cette obligation. Idem pour les « *matières premières résiduelles* » dont il faudrait respecter la « *vitesse de régénération* » (?). La contribution nette en nourriture et en bois, mais non pour du papier et encore moins de papier journal — couper des arbres pour imprimer de la publicité ! — ce que la SP-RMÉ n'aborde pas, des sols agraires et forestiers nécessite un retour immédiat de tous les résidus agraires et forestiers pour nourrir le sol même si le processus de pourrissement génère inévitablement des GES, raison de plus pour minimiser coupe des arbres et culture des sols. Il faudrait plutôt y ajouter la mise sur pied d'une filière de retour à la terre des matières compostables résultant de la consommation utilement nécessaire. L'ultime économie circulaire, sujet à la mode, est de mettre fin à la grande rupture métabolique (*metabolic rift*) de l'équilibre écologique du système terrestre y compris pour l'extraction des énergies fossiles (et un minimum de minerais) des entrailles de la terre-mère ce qui booste le cycle du carbone.

Somme toute, la SP-RMÉ ne prend pas à bras-le-corps le parti pris pro-entreprise du PT-QS. Le soutien direct ou indirect à l'entreprise privée parsème le Plan de transition que ce soit pour l'adjudication de plantureux contrats pour des métros et des trains aériens au détriment des autobus-tramways-trains se substituant aux autos solos dans la trame urbaine, de subventions pour les véhicules électriques, pour l'électrification du camionnage lourd ou léger, pour la conversion de flottes vers les dit carburants alternatifs, pour l'industrie du recyclage, pour l'établissement de circuits courts, pour l'efficacité énergétique des commerces et des industries, pour l'édification d'une chaîne de production du lithium dont les entreprises en aval des mines seront privées, pour l'édification d'une chaîne biosourcée, pour la reconversion de l'appareil productif vers des technologies propres. Encore une fois, la SP-RMÉ noie le poisson par une fuite en avant par des considérations à propos du «low-tech». Certes, les technologies ne sont pas neutres mais aucune d'entre elles ne saurait être appréciée hors contexte socio-économique ni le «high-tech» être condamné par une idéologie technologiste inversée. Ne faudrait-il pas plutôt obliger les entreprises privées, en recourant à des cibles, échéances et fortes pénalités dont la mise sous tutelle en combinaison avec le contrôle par leurs travailleurs et travailleuses, à exécuter ces politiques d'autant plus qu'à terme ça leur est rentable, quitte à obliger les banques à financer les PME pour ce faire. Mais ce débat serait dérangeant pour la direction Solidaire que le RMÉ protège sur son flanc gauche.

La pandémie a mis en évidence plus que jamais le droit au logement, potentiel gain éconergétique facile

On s'étonne que la SP-RMÉ, pour la question cruciale du logement, se contente de réaffirmer l'expression éculée « *un vaste chantier de construction de logements sociaux* ». Il se construit au Québec un peu moins de 50 000 logements par année. Réclamer que le cinquième de ceux-ci soit du logement social écoénergétique comme le réclame Québec solidaire est certainement bien au-delà de la politique néolibérale actuelle tant quantitativement que qualitativement (subvention indirecte aux promoteurs). Soulignons toutefois que cette revendication n'est nullement prioritaire pour le parti même si elle est utile pour les discours du dimanche.

Il n'en reste pas moins que cette revendication relève d'un réformisme social-démocrate dépassé en ces temps d'urgence climatique exacerbée par la crise pandémique qui a démontré le besoin basique de logement populaire et bien situé ce que le spéculatif marché privé ne peut réaliser. La pandémie, comme sur une échelle plus réduite la tornade de Gatineau en 2018, a démontré le besoin crucial d'un logis décent pour chacun-e, en particulier pour les personnes sans logis, femmes battues et familles pauvres et sinistrées. L'expropriation sans compensation des logis (et terrains) vacants et Airbnb du capitalisme immobilier, une branche trop oubliée du capital financier et hypertrophiée par le néolibéralisme, devrait faire partie du PT-QS.

Il faut au moins comme le fait le mouvement anglo-canadien The Leap (Naomi Klein), en plus de la réquisition des logements vides détenus par le capital immobilier, réclamer que la majorité des logements construits soient de type social (étatique, coopératif) de sorte à ce qu'au moins 40% de la totalité des logements deviennent sociaux sans compter l'expropriation des terrains urbains vides. « *Et ces logements sociaux doivent tous être également zéro carbone.* » De plus, « *[I]es propriétés vides devraient être transférées dans des banques foncières communautaires, pour être gérées selon les principes de la démocratie locale et de la propriété communautaire. [...] Et tous les logements sociaux devraient être gérés démocratiquement par les gens qui y vivent. [...] Pour commencer, toutes les terres publiques et les terres de la Couronne doivent être restituées aux nations autochtones dont elles sont le territoire.* » Autre controverse évitée, autre débat qui n'aura pas lieu.

Même les revendications de The Leap sont somme toute modérées quand on considère que le logement est un droit comme l'affirme le programme et la plateforme Solidaire 2018. Comme la santé, l'éducation (et le transport — le droit à la mobilité), le logement devrait devenir un service public complètement hors marché. On reste surpris que la SP-RMÉ ignore complètement la question de la mise à niveau écologique des bâtiments, dont les logements. Étant donné la facilité technologique de l'opération on s'attendrait que soit exigé que tous les bâtiments chauffés par l'énergie fossile ne le soient au plus tard en 2030, exigence évidente ignorée par le PT-QS. Et on reste consterné par la banalisation du « *développement des services publics en santé, en éducation et à l'égard des personnes âgées* » comme dernier point du petit paragraphe sur le logement. Pourtant cette question du prendre soin des gens, particulièrement mise en évidence dans le contexte pandémique, constitue un pilier de tout plan de transition anticapitaliste alors qu'elle est totalement absente du PT-QS.

Contre le capitalisme globalisé, un plan et une critique dénuées de tout internationalisme

Par contre, le rapport du RMÉ insiste sur les questions du revenu garanti et du salaire minimum, aussi absentes du PT-QS, sans toutefois expliquer son rapport avec la lutte climatique qui n'est pas évident. L'augmentation des bas salaires et des conditions de travail donne les moyens matériels et facilite ceux cognitifs pour adopter un mode de consommation le plus rationnel possible dans le cadre du système irrationnel de production et de consommation de masse. On peut ainsi minimiser l'obsolescence programmée en achetant des produits plus durables et non de la pacotille, se loger convenablement et non dans un taudis mal isolé ou encore acheter une auto écologiquement performante et non une bagnole énergivore, ou encore de la nourriture saine plus dispendieuse. À cet égard, la pandémie exige un réajustement de tir que la SP-RMÉ ne fait pas. Le PCU fédéral — 500\$ par semaine pour toutes celles ayant perdu leur emploi à cause de la pandémie — est un programme de temps de crise ce qui justifie sa prolongation jusqu'à la fin de la crise à ne pas interpréter comme un retour à la normale. S'il est un obstacle pour le retour au travail, c'est qu'il est un signal de la nécessité de hausser les salaires en particulier du salaire minimum à 20\$ l'heure. Sa pérennité doit être défendue comme revenu minimum garanti pour toutes les personnes sans emploi et sans autre programme de soutien de revenu donc en gros pour les personnes assistées sociales, réfugiées et autres sans papier. À gauche, il faut régler les discordances par le haut et non par le bas surtout quand, malgré lui, le paniqué gouvernement Trudeau a fait les premiers pas.

Eu égard aux personnes sans papiers et sans statut, on a beaucoup ergoté à propos d'accorder un statut

d'immigration permanente à ces travailleuses essentielles sans statut mais rien ne se fait en pratique. Nos deux niveaux de gouvernement laissent traîner l'affaire pendant que le gouvernement de la CAQ se montre encore plus pingre que celui Libéral fédéral. Pendant ce temps, Québec solidaire reste indifférent à toute l'affaire alors que le parti se prétend grand dénonciateur du racisme systémique. Depuis le début de la pandémie, non seulement le parti n'a-t-il fait aucune intervention sur ce sujet mais il a approuvé la baisse des seuils d'immigration de la CAQ :

Québec solidaire est d'accord — Québec solidaire (QS) s'attend également à une révision des seuils d'immigration en raison de la crise de la COVID-19. L'an dernier, QS était en faveur d'un retour immédiat à un seuil d'environ 52 000 immigrants admis chaque année. En entrevue, son porte-parole en matière d'immigration, Andrés Fontecilla, a cité le contexte « tout à fait extraordinaire » pour dire qu'il fallait faire preuve au Québec d'une grande « flexibilité ». « Si la situation l'impose, oui, il faut revoir les objectifs qu'on s'était donnés, a-t-il affirmé. Il est fort probable que le ministère procède à une réévaluation de ces cibles-là. » Entre-temps, le député de Laurier-Dorion exhorte le ministre de l'Immigration, Simon Jolin-Barrette, à exiger du gouvernement fédéral qu'il prolonge de 90 jours les permis des étudiants internationaux ainsi que des travailleurs étrangers temporaires. (Le Soleil, 10 avril 2020)

On est très loin d'une régularisation des gens sans statut, à commencer par les « anges gardiens », ce que devrait réclamer tout parti internationaliste qui a compris que gagner la bataille du climat et de la biodiversité tout comme celle pandémique réclame une unité pluraliste et mondiale du prolétariat et des peuples contre le capitalisme globalisé sans aucune discrimination et égoïsme nationaux. De cela il n'est nullement question ni dans le PT-QS ni dans la SP-RMÉ. Voilà sans doute un autre sujet qui fâche qu'on ne saurait livrer en pâture au débat public. Évidemment, on ne trouve rien dans ces deux textes concernant la solidarité internationale tel l'exigence de la responsabilité différenciée vis-à-vis la crise climatique, le transfert gratuit de technologies appropriées et la contribution sonnante et trébuchante au fond climatique de l'ONU par les pays riches décidé à Copenhague, sans compter la solidarité pandémique par une contribution au fond spécial de l'ONU et par l'exigence d'une juste distribution du futur vaccin.



Photo: Valérien Mazataud Le Devoir – Des migrants sans papiers, des travailleurs agricoles temporaires, des demandeurs d'asile et des étudiants internationaux ont manifesté dimanche [26 juillet 2020] devant les bureaux d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, dans le Vieux-Montréal.

Le grand écart de l'idéologique discours anticapitaliste à la politique réellement existante sociale-libérale

Le grand écart entre l'idéologique discours du dimanche anticapitaliste et la politique réellement existante sociale-libérale n'innove rien même si cette tactique avait été délaissée par la sociale-démocratie singeant le néolibéralisme quitte à s'en distinguer en matière sociétale. Elle était une pratique tant de la traditionnelle sociale-démocratie que de l'étapisme stalinien chacun à sa manière... sans oublier l'étapisme péquiste d'où origine d'ailleurs le québécoisisme « etapisme ». On pourrait presque affirmer que cette tactique est consubstantielle à l'ambiguë âme québécoise déchirée entre la révolte-rage de l'opprimée et la peur-infériorité de la colonisée. Grosso modo, la partie idéologique s'adresse à la militance, du moins à la plus radicale tant interne qu'externe pendant que la partie politique à l'électorat et à la militance électoraliste. La direction Solidaire, dans sa prime jeunesse, a dû, pour unir sa première militance pluraliste et alors peu électoraliste, non seulement consentir à cette tactique mais l'utiliser pour construire son programme etapiste sur une dizaine d'années, de la première étape corsée à la cinquième édulcorée... pour ensuite tabletter le tout.

Il n'en reste pas moins que certains éléments à portée anticapitaliste du programme crée des embêtements aux

porte-parole en période électorale face par exemple au président de la Chambre de commerce de Montréal à propos des nationalisations. Après s'être débarrassé du Parti communiste du Québec (PCQ), que la Presse de Paul Desmarais, ami du président français Sarkozy, lui mettait sur le nez — le PCQ dans la pure tradition de l'étapisme stalinien s'est lié avec la bourgeoisie dite progressiste péquiste — la direction du parti doit quand même gérer une poignée d'anticapitalistes-écosocialistes dont certaines font partie d'organisations de tradition trotskyste. L'une se dénote par la propagande, une autre par la militance syndicale mais sont peu intégrées à la vie du parti malgré leurs critiques de sa direction souvent dans le mil. D'ailleurs elles ne participent pas ou peu au RMÉ. La dernière, au contraire, s'est complètement immergée dans le parti au point de disparaître publiquement comme organisation pour mieux devenir le flanc gauche de la direction qu'elle protège par sa redécouverte de la tactique programme maximum-programme minimum ce qui l'amène à délaisser la méthode critique du marxisme. De plus en plus marginalisée au sein des structures statutaires, associations locales et comités thématiques, la nébuleuse anticapitaliste-écosocialiste se réfugie dans certains collectifs sans droit de représentation ni dans les instances locales ni celles nationales. Jusqu'ici, la direction sociale-libérale du parti, qui a profité de la pandémie pour autonomiser le parti parlementaire sans égard aux statuts, n'a eu aucune difficulté à maîtriser ces collectifs utiles pour sa crédibilité au sein de la gauche radicale d'ici et d'ailleurs.

« Plus proche que jamais : il est minuit moins 100 secondes »

Toutes ces renoncements, capitulations et tergiversations au sein de Québec solidaire y compris son aile gauche, ont lieu alors qu'il est près de minuit dans le nouveau siècle qui vieillit bien mal et à vitesse accélérée. Avant même que l'épidémie de la covid-19 n'ait été déclarée une pandémie par l'OMS le 11 mars, « *le conseil de la science et de la sécurité du Bulletin of the Atomic Scientists avance aujourd'hui [23/01/20] l'horloge de l'apocalypse de 20 secondes plus près de minuit – plus proche de l'apocalypse que jamais. Ce faisant, les membres du conseil avertissent explicitement les dirigeants et les citoyens du monde entier que la situation internationale en matière de sécurité est aujourd'hui plus dangereuse qu'elle ne l'a jamais été, même au plus fort de la guerre froide. Une guerre nucléaire mettant fin à la civilisation – qu'elle soit provoquée à dessein, par erreur ou un simple malentendu – est une possibilité réelle. Le changement climatique qui pourrait dévaster la planète est indéniablement en train de se produire.* » (Conseil de la science et de la sécurité du *Bulletin of the Atomic Scientists*, [Déclaration de 2020 concernant l'horloge de l'apocalypse, 23/01/20](#), traduction Échec à la guerre, Québec)

Centrisme électoraliste et opportunisme réformiste sous des airs de radicalité ignorent la convergence des crises existentielles de l'humanité que la pandémie met en évidence et exacerbe tout à la fois. Ils font aussi fi d'une révolte anti-raciste mobilisant au-delà des racisées aux portes du Québec, où elle enregistre des soubresauts, et d'une reprise au Québec de la lutte anti-sexiste «#moi-aussi» (Améli Pineda et Magdaline Boutros, [Un autre mouvement pour briser le silence](#), Le Devoir, 9/07/20) qui a fait flamber les controverses avec ses tactiques relevant de la «cancel culture». Ces luttes ne remplacent certes pas le vide de la riposte syndicale du secteur public à l'exception de momentanées petites manifestations pro-vacances suite à l'épuisement pandémique. Il n'en reste pas moins que se pointe pour la rentrée la négociation du vaste secteur public (le huitième de la population en emploi) que le gouvernement de la CAQ n'a pas pu bâclé au début de la pandémie suite à la résistance de la base syndicale et ce malgré les manœuvres de la bureaucratie qui cependant a réussi à empêcher la reconstruction du traditionnel Front commun.

Étant donné la probable deuxième vague de la pandémie face à une préparation gouvernementale titubante et dans un contexte de retour scolaire très controversé, la marmite de la lutte de classe pourrait se mettre à bouillir directement sur le terrain politique surtout si elle débordait en résistance au mammouth et anti-climat plan de relance de la CAQ (loi 61) au profit de « l'industrie de la corruption » et du capital financier trop heureux de le financer contre engagement d'austérité. Ne changera pas la donne le minoritaire gouvernement fédéral des Libéraux, empêtré dans un scandale de potentiel trafic d'influence impliquant le Premier ministre et son ministre des Finances, ce qui ne l'empêche pas de mettre fin, à la fin août, au PCU, le plus populaire programme pandémique de soutien du revenu en faveur de la plus restrictive assurance-emploi.

La droite trumpienne surprend en occupant la rue par milliers à Montréal en plein été

Pendant ce temps, la réaction trumpienne commence à faire tache d'huile sur le Québec. « *Des milliers de manifestants ont défilé, samedi après-midi [8 août], devant le nouvel édifice de Radio-Canada [à Montréal] en scandant "Liberté, liberté!" et des slogans hostiles aux mesures sanitaires...* » (Radio-Canada, [Un défilé](#)

[politique contre le port du masque à Montréal](#), 8/08/20). À ce libertarisme de droite extrême allant jusqu'à crier à la dictature et récupérant le discours féministe sur le contrôle du corps se mêlent de légitimes préoccupations populaires même si elles déforment la réalité. De dire une manifestante, « *[I]es gens perdent leurs jobs, les gens ne veulent même plus aller se faire tester parce que quand ils sont positifs, ils sont écartés 14 jours de leur travail sans rémunération, toute la famille aussi, ça fait un effet boule de neige...* ». Cette nombreuse manifestation réactionnaire, dont la paternité n'est pas claire, en pleine été met en relief l'absence de la gauche dans la rue, spécialement de Québec solidaire qui se laisse de plus en plus piéger par le parlementarisme.

La droite identitaire est déjà majoritairement au gouvernement et maintient sa popularité selon les sondages. La droite extrême prend l'initiative dans la rue et dispose potentiellement du marginal Parti conservateur du Québec, scission de la CAQ en très légère progression électorale depuis sa naissance en 2009. Pour l'instant selon un observateur Solidaire intervenant sur un groupe de discussion FB lié au parti, « *[s]on organisation est fortement orientée dans une structure en réseau et autoritaire, avec plusieurs personnalités des médias sociaux à la tête. [...] Ils utilisent des symboles forts, comme la nation, la souveraineté, le patriotisme, la famille, en plaçant au centre une moralité centrée sur la liberté.* » On pouvait d'ailleurs constater le déploiement dans la manifestation de plusieurs drapeaux du Québec et certains des Patriotes tout comme l'unilinguisme français contrairement au bilinguisme des manifestations antiracistes et pro-autochtones. Si la gauche politique et sociale du Québec ne se ressaisie pas, elle finira par se retrouver hors jeu comme le suggère la baisse de la popularité de Québec solidaire selon les sondages oscillant autour de 9-10% par rapport à son résultat électoral de 16% en automne 2018.

Un aggiornamento démocratique pour bâtir plan de relance et plan de rupture climatique

Pour changer la donne, la première contribution d'un parti politique de gauche est d'articuler une alternative politique anti-pandémie et climatique concrète, et non pas une idéologie anticapitaliste abstraite, pour faire renaître l'espoir d'un monde nouveau auprès d'un peuple-travailleur qui, bilan du socialisme réel du XX^{ie} siècle se prolongeant au XXI^{ie} siècle oblige, est devenu froid aux promesses de lendemains qui chantent, dussent-elles s'habiller en écosocialisme, mais qui comprend fort bien, presque un demi-siècle de domination néolibérale oblige, l'âpreté de la lutte de tous contre tous pour s'en sortir gagnant d'où sa propension à se laisser séduire par toutes les formes d'identitarisme, dont les pires, faute de mieux. La Grande récession de 2008 a commencé à modifier cette perception en suggérant qu'à part le 1% toutes finiraient par être perdantes d'où les soulèvements populaires qui se multiplient depuis 2011 malgré l'interruption pandémique mais dont les ÉU, rien de moins, le Liban, Hong Kong et la Thaïlande montrent le caractère temporaire.

Finalement, la crise écologique pandémique a cristallisé aux yeux de la majorité populaire la réalité fin du monde que la crise écologique climatique-biodiversité n'arrivait pas à provoquer sauf pour une jeunesse d'âge et de cœur que la personnalité, la lucidité et le courage de Greta Thunberg avaient commencé à mobiliser en masse. Si le choc plus que traumatisant de la pandémie mène plusieurs au déni complotiste d'autant plus que la soudaine et momentanée conversion interventionniste mais aussi centralisatrice et répressive des États sous la houlette de politiciens peu ou pas crédibles laissent dubitatif, la cruelle réalité de la zoonose et de ses conséquences tragiques finissent par s'installer auprès de la grande majorité. Elle est en attente d'une radicalité de gauche qu'elle perçoit désormais comme nécessaire. Si celle-ci n'est pas au rendez-vous, la radicalité de droite aura l'initiative.

La première tâche programmatique est de proposer un plan de sortie de crise pandémique de sorte à la fois de contenir la pandémie tout en rétablissant un plein emploi écologique débouchant sur une société de prendre soin des gens et de la terre-mère. Pour y arriver s'impose un aggiornamento démocratique au sein de tout parti de gauche puis la proposition d'un plan de relance au mouvement social, qui aura ses propres idées et expériences. Le but de ce débat à travers les mobilisations d'abord éclatées et sporadique vise la construction d'un front commun de combat pour la mise en œuvre du plan conjoint jusqu'à et y compris, au fur et à mesure du développement des consciences se heurtant aux blocages structurels, le renversement non seulement des partis pro-entreprises mais aussi des régimes politiques et finalement de la structure capitaliste elle-même. À chacune de se mettre au boulot tant sur le terrain programmatique que sur celui des affrontements sociaux.

Dans un premier temps, il y a à concocter un plan de relance. On trouvera ma contribution personnelle à ce niveau en annexe. Dans un second temps mais concurremment est à construire le plan climatique de prendre soin qui n'a rien à voir avec une transition, sauf au sens tautologique d'aller de A vers B, mais est une rupture avec un système qui conduit l'humanité dans le mur bien avant 2100. On trouvera mes contributions

personnelles à ce niveau parsemés dans mes deux textes de référence et dans la première partie de ce texte.

Marc Bonhomme, 10 août 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe

Virer à l'envers la théorie du choc de Naomi Klein au dépens du capital pour sauver le peuple-travailleur

Il faut sortir de l'ornière cul-de-sac du retour à la dite normale mais moins productive alors que l'on sait très bien que la loi capitaliste de la compétitivité va pousser le patronat, grand, moyen et petit, à prendre des raccourcis par rapport aux mesures sanitaires... pour aller plus vite vers la dite immunité collective c'est-à-dire l'hécatombe des aînées, des malades chroniques et des pauvres se débarrassant d'un poids mort lestant le profit. La profonde crise économique qui s'installe laissera un haut taux de chômage qui affaiblira durablement le rapport de forces populaire face au patronat et gouvernement. L'affaiblissement durable des PME favorisera leurs acquisitions par les grandes entreprises tout comme la fusion de ces dernières.

Quand Québec solidaire réclamera-t-il :

- la réquisition / mise en tutelle / socialisation pour la fabrication d'EPI et de médicaments et non seulement une Pharma-Québec post-pandémie ;
- une immédiate offre de convention collective qui booste salaires (hausses forfaitaires) et surtout les conditions de travail (les ratios et planchers d'emploi) surtout pour les bas-salariées ;
- dès maintenant et définitivement des soins aux aînées réinvestis, réformés et socialisés — revendication que Québec solidaire a proposé sur le tard — et la santé et éducation réinvestis massivement, et des garderies gratuites sans tarder ;
- le droit aux syndicats de fermer un lieu de travail si les mesures sanitaires sont déficientes ;
- la mobilisation dès cet été de la jeunesse pour le jardinage urbain par la réquisition des terrains gazonnés et le soutien de ceux et celles prêts à aller aux champs ;
- la réquisition de logements et hôtels et leur transformation définitive pour loger non seulement le débordement des malades mais aussi les sans-abris, les mal logés et les femmes violentées ou leurs conjoints ;
- des rues transformés en définitifs corridors piétonniers et cyclables y compris pour les conditions d'hiver ;
- la gratuité du transport en commun et la bonification en infrastructures à l'avenant ;
- la possibilité pour les travailleurs agricoles de l'extérieur de l'acquisition du statut d'immigrant reçu et le droit de se syndiquer ;
- l'annulation, et non seulement le report, des paiements hypothécaires, des loyers et des paiements pour les services publics ;
- l'extension du 500 \$ par semaine pour le temps de la pandémie et pour l'ensemble de la population (assistés sociaux, sans papier) ;
- la forte imposition supplémentaire des banques et des transnationales et grandes entreprises profitant de la pandémie à commencer par les GAFAM — une autre proposition Solidaire sur le tard — et surtout la prise de contrôle étatique des banques suite à leur soutien massif par la Banque du Canada ;
- la socialisation au prix du marché, actuellement fortement dévalorisé, des entreprises pétrolières et aériennes tout en garantissant l'emploi puis le recyclage de leurs travailleurs ;
- la participation gouvernementale et des travailleurs à l'actionnariat des entreprises secourus par les nouveaux programmes gouvernementaux au prorata de l'aide reçue ;
- la suspension immédiate du remboursement de la dette publique pour utiliser les sommes libérées en matière de santé publique.
- la régularisation des réfugiées surtout que plusieurs sont des "anges gardiens" y compris l'accueil de ceux soi-disant illégaux ;
- la libération des prisonniers selon les normes de la Ligue des droits et libertés ;
- le financement de l'Organisation mondiale de la santé pour compenser l'odieux retrait étasunien ;
- la participation québécoise et canadienne au fonds de l'ONU pour les pays dépendants.
- L'annulation des dettes publiques des pays les plus pauvres aux institutions financières internationales et aux États